

**CONDITIONS DEFINITIVES POUR LES CERTIFICATS SUR ACTION**

**EN DATE DU 8 JUILLET 2014**

**Certificats émis par**

**SG EFFEKTEN GmbH  
(en qualité d'Emetteur)**

**inconditionnellement et irrévocablement garantis par**

**Société Générale**

Les modalités applicables aux Certificats figurent dans le Prospectus de Base (visa de l'Autorité des marchés financiers ("AMF") n° 14-253 du 30 mai 2014 et le Supplément (visa AMF n°14-353 du 3 juillet 2014).

Les Conditions Définitives, le Prospectus de Base et le Supplément sont disponibles sur le site internet de l'AMF <http://www.amf-france.org> et sur le site internet <http://www.sgbourse.fr>, ou tout autre site qui viendrait à lui succéder.

**L'attention des acheteurs potentiels est attiré sur le fait que :**

- ils doivent lire ces Conditions Définitives en liaison avec le Prospectus de Base et le Supplément,
- à tout moment, la valeur du Certificat peut être inférieure au Prix d'Emission et les Porteurs peuvent perdre tout ou partie de leur investissement,
- les Certificats ne conviennent pas à tous les investisseurs. Il est recommandé aux acheteurs potentiels de ne prendre leur décision qu'après avoir soigneusement considéré, avec leurs conseillers, si l'investissement envisagé est adapté à leurs besoins et leurs moyens,
- seule la version française du Prospectus de Base et du Supplément a reçu un visa de l'AMF. La traduction anglaise est pour information uniquement.

LES CERTIFICATS ET LA GARANTIE N'ONT PAS ETE ET NE SERONT PAS ENREGISTRES EN VERTU DU UNITED STATES SECURITIES ACT DE 1933 TEL QU'AMENDE, OU DE TOUTES LOIS RELATIVES A DES INSTRUMENTS FINANCIERS D'UN ETAT AMERICAIN, ET LA NEGOCIATION DES CERTIFICATS N'A PAS ETE APPROUVEE PAR LA UNITED STATES COMMODITY FUTURES TRADING COMMISSION EN VERTU DU UNITED STATES COMMODITY EXCHANGE ACT DE 1936, TEL QU'AMENDE. NI LES CERTIFICATS, NI AUCUN DROIT SUR CEUX-CI, NE POURRONT A AUCUN MOMENT ETRE OFFERTS, VENDUS, REVENDUS, NEGOCIÉS, NANTIS, REMBOURSÉS, TRANSFÉRÉS OU LIVRES, DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT, AUX ÉTATS-UNIS NI A DES RESSORTISSANTS DES ÉTATS-UNIS OU POUR LEUR COMPTE OU A LEUR PROFIT, ET AUCUN RESSORTISSANT DES ÉTATS-UNIS NE PEUT, A TOUT MOMENT, NÉGOCIER OU MAINTENIR UNE POSITION DANS LES CERTIFICATS. SUR LA DESCRIPTION DES RESTRICTIONS EN MATIERE D'OFFRE ET DE VENTE DES CERTIFICATS, VOIR LE CHAPITRE "ACHAT ET RESTRICTIONS DE VENTE" DU PROSPECTUS DE BASE.

## **I – GENERAL**

<b>Emetteur</b>	Société Générale Effekten GmbH
<b>Garant</b>	Société Générale Les Certificats sont garantis par Société Générale selon la Garantie en date du 2 juin 2014.
<b>Nom commercial</b>	Bonus Cappés
<b>Date d'Emission</b>	10 juillet 2014
<b>Souscription</b>	Société Générale
<b>Agent Payeur</b>	Société Générale, Tours Société Générale, 92987 Paris La Défense Cedex, France.
<b>Agent de Calcul</b>	Société Générale, Tours Société Générale, 92987 Paris La Défense Cedex, France.
<b>Organisme(s) de Compensation</b>	Euroclear France (Paris), 115 rue Réaumur, 75081 Paris Cedex 02, France  Euroclear Bank (Bruxelles), 1 boulevard du Roi Albert II, B-1210, Bruxelles, Belgique  Clearstream Banking (Luxembourg), 42 avenue JF Kennedy, L-1855, Luxembourg
<b>Cotation</b>	Une demande a été présentée en vue de faire admettre les Certificats à la négociation sur le Marché Réglementé d'Euronext Paris avec effet à compter de la Date d'Emission. Aucune garantie ne peut être donnée que cette demande soit approuvée.
<b>Nombre minimum de Certificats négociables</b>	Le nombre minimum de Certificats négociables sur Euronext Paris est de un Certificat.
<b>Forme de l'animation du marché</b>	Transactions en continu  SG Securities (Paris) SAS en tant qu'apporteur de liquidité affiche des prix acheteur et vendeur dans le carnet d'ordre des Certificats, durant la séance boursière, aux conditions suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- un écart maximal acheteur et vendeur de 3 EUR ou 5% du prix vendeur affiché par l'apporteur de liquidité,</li><li>- un montant unitaire minimum par ordre de 10.000 EUR,</li></ul> ceci dans des conditions de marché, de liquidité du sous-jacent et de fonctionnement des systèmes électroniques d'information et de transmission des ordres.
<b>Radiation</b>	Les Certificats seront radiés d'Euronext paris à l'ouverture du sixième jour de transaction à Paris précédant la Date de maturité (inclusive).
<b>Forme et transfert des Certificats</b>	Les Certificats sont émis au porteur. La propriété des Certificats sera établie par une inscription en compte, conformément à l'article L 211-4 du Code monétaire et financier.
<b>Dispositions pour l'assimilation</b>	Non applicable
<b>Contact investisseurs</b>	Société Générale N° Vert 0800 30 20 20

## II – CARACTERISTIQUES FINANCIERES

TABLEAU

Tranche	Nombre de Certificats	Sous-Jacent / Action	Code Reuters	Devise du Sous-Jacent
A	43 500	Air France-KLM	AIRF.PA	EUR
B	153 300	Alcatel Lucent	ALUA.PA	EUR
C	22 900	AXA	AXAF.PA	EUR
D	8 100	BNP Paribas	BNPP.PA	EUR
E	13 200	Bouygues	BOUY.PA	EUR
F	19 900	Gaz de France	GSZ.PA	EUR
G	34 700	Orange	ORAN.PA	EUR
H	37 000	Peugeot S.A.	PEUP.PA	EUR
I	10 500	Société Générale	SOGN.PA	EUR
J	7 500	Total S.A.	TOTF.PA	EUR
K	12 200	Vallourec	VLLP.PA	EUR

Tranche	Marché de Cotation	Prix d'Emission par Certificat	Montant d'émission	Date d'Evaluation Finale	Date de Maturité
A	Euronext Paris	9,20 EUR	400 200 EUR	4 janvier 2016	12 janvier 2016
B	Euronext Paris	2,61 EUR	400 113 EUR	4 janvier 2016	12 janvier 2016
C	Euronext Paris	17,45 EUR	399 605 EUR	4 janvier 2016	12 janvier 2016
D	Euronext Paris	49,54 EUR	401 274 EUR	4 janvier 2016	12 janvier 2016
E	Euronext Paris	30,39 EUR	401 148 EUR	4 janvier 2016	12 janvier 2016
F	Euronext Paris	20,10 EUR	399 990 EUR	4 janvier 2016	12 janvier 2016
G	Euronext Paris	11,52 EUR	399 744 EUR	4 janvier 2016	12 janvier 2016
H	Euronext Paris	10,80 EUR	399 600 EUR	4 janvier 2016	12 janvier 2016
I	Euronext Paris	38,26 EUR	401 730 EUR	4 janvier 2016	12 janvier 2016
J	Euronext Paris	52,78 EUR	395 850 EUR	4 janvier 2016	12 janvier 2016
K	Euronext Paris	32,70 EUR	398 940 EUR	4 janvier 2016	12 janvier 2016

Tranche	Limite *	Niveau Bonus *	Parité *	code ISIN	code mnémonique
A	6,44 EUR	11,05 EUR	1	FR0012021947	0236S
B	1,83 EUR	3,19 EUR	1	FR0012021954	0237S
C	12,22 EUR	19,10 EUR	1	FR0012021962	0238S
D	34,68 EUR	54,76 EUR	1	FR0012021970	0239S
E	21,27 EUR	35,45 EUR	1	FR0012021988	0240S
F	15,08 EUR	22,46 EUR	1	FR0012021996	0241S
G	8,06 EUR	12,93 EUR	1	FR0012022002	0242S
H	7,56 EUR	12,89 EUR	1	FR0012022010	0243S
I	26,78 EUR	42,95 EUR	1	FR0012022028	0244S
J	39,59 EUR	57,83 EUR	1	FR0012022036	0245S
K	22,89 EUR	36,79 EUR	1	FR0012022044	0246S

\* sous réserve d'ajustements

### Termes et Conditions Additionnels applicables

#### 5.2

Si la valeur finale du sous-jacent est au dessus de la limite, la valeur de remboursement du produit sera maximale et égale au niveau Bonus. Dans le cas inverse, le risque est comparable à un investissement direct sur le sous-jacent. Le gain potentiel est limité au cap.

<b>Montant total de l'émission</b>	4.398.194 EUR
<b>Devise de Règlement</b>	EUR
<b>Sous-Jacent</b>	Tel qu'indiqué dans le tableau ci-dessus
<b>Montant de Règlement</b>	<p>Chaque Certificat donne au Porteur le droit de recevoir l'un des Montants de Règlement suivants, selon le cas, à la Date de Règlement :</p> <p>(i) si <math>VALEUR_t</math> a toujours été supérieure ou égale à la Limite entre la Date d'Evaluation Initiale (inclusive) et la Date d'Evaluation Finale (inclusive) :</p> <p style="padding-left: 40px;">Parité x Niveau Bonus</p> <p>(ii) si <math>VALEUR_t</math> a été au moins une fois strictement inférieure à la Limite entre la Date d'Evaluation Initiale (inclusive) et la Date d'Evaluation Finale (inclusive), et si <math>VALEUR_t</math> est supérieure ou égale au Niveau Bonus :</p> <p style="padding-left: 40px;">Parité x Niveau Bonus</p> <p>(iii) si <math>VALEUR_t</math> a été au moins une fois strictement inférieure à la Limite entre la Date d'Evaluation Initiale (inclusive) et la Date d'Evaluation Finale (inclusive), et si <math>VALEUR_t</math> est strictement inférieure au Niveau Bonus :</p> <p style="padding-left: 40px;">Parité x <math>VALEUR_t</math></p> <p>où</p> <p><math>VALEUR_t</math> désigne le cours de clôture de l'Action à la Date d'Evaluation Finale, sous réserve des dispositions prévues dans la définition de la Date d'Evaluation Finale ci-dessous.</p> <p><math>VALEUR_t</math> désigne le cours de clôture de l'Action à chaque date(t) entre la Date d'Evaluation Initiale et la Date d'Evaluation Finale (ces deux dates étant incluses).</p>
<b>Date d'Evaluation initiale</b>	2 juillet 2014
<b>Date de Règlement</b>	La Date de Maturité
<b>Date d'Evaluation Finale</b>	La date indiquée dans le tableau ci-dessus. Toutefois, si cette date n'est pas un Jour de Transaction, la Date d'Evaluation Finale sera le premier Jour de Transaction de la Période d'Evaluation sous réserve que, s'il n'y a pas de Jour de Transaction pendant la Période d'Evaluation, le dernier jour de la Période d'Evaluation sera réputé être la Date d'Evaluation Finale et $VALEUR_t$ sera réputée être la Juste Valeur de Marché.
<b>Période d'Evaluation</b>	La période de cinq jours calendaires qui suit la Date d'Evaluation Finale.
<b>Juste Valeur de Marché</b>	La valeur de l'Action déterminée par l'Agent de Calcul, après consultation d'un expert indépendant désigné par Société Générale, sur la base des conditions de marché le dernier jour de la Période d'Evaluation.

#### **INTERETS DES PERSONNES PHYSIQUES ET MORALES PARTICIPANT A L'EMISSION**

A l'exception des commissions versées au Souscripteur, le cas échéant, à la connaissance de l'Emetteur, aucune personne impliquée dans l'offre des Certificats n'y a d'intérêt significatif.

#### **CAS DE PERTURBATION DE MARCHÉ**

Les événements décrits à la Condition 17 des Termes et Conditions.

## **REGLES D'AJUSTEMENT**

Les ajustements décrits à la Condition 17 des Termes et Conditions.

## **OFFRE NON EXEMPTÉE :**

Sans objet

## **Rémunérations des intermédiaires professionnels :**

Société Générale paiera aux personnes mentionnées ci-dessous (chacune une "**Partie Intéressée**") les rémunérations suivantes au titre des services rendus par cette Partie Intéressée à Société Générale et indiquée ci-dessous.

A chaque distributeur, une rémunération « up front » dont le montant maximum est égal à 1% du montant des Certificats effectivement placés et/ou une rémunération annuelle moyenne (calculée sur la base de la durée des Certificats), dont le montant maximum est égal à 0,50% du montant des Certificats effectivement placés.

Toute information complémentaire relative aux rémunérations ci-dessus pourra être fournie par Société Générale à ses clients, sur demande. Si, dans le cadre de la Directive 2004/39/CE sur les Marchés d'Instruments Financiers (MIF), ou de toute autre disposition juridique ou réglementaire, une Partie Intéressée est tenue de communiquer aux investisseurs potentiels toute rémunération que Société Générale verse à cette Partie Intéressée ou perçoit de cette Partie Intéressée au titre des Certificats, la Partie Intéressée est responsable de la conformité à ces lois et réglementations.

## ANNEXE – RESUME DE L'EMISSION

Les résumés sont constitués d'éléments d'information, qui sont connus sous le nom d'**Eléments** et dont la communication est requise par l'annexe XXII du Règlement CE/809/2004 tel que modifié". Ces Eléments sont numérotés dans les Sections A – E (A.1 – E.7).

Le présent résumé contient tous les Eléments devant être inclus dans un résumé pour ce type de titres et d'Emetteur. Comme certains Eléments ne sont pas requis, il peut y avoir des écarts dans la séquence de numérotation des Eléments.

Même si un Elément peut être requis dans le résumé en raison du type de titres et d'Emetteur, il est possible qu'aucune information pertinente ne puisse être donnée au titre de cet Elément. Dans ce cas une courte description de l'Elément est incluse dans le résumé avec la mention "Sans objet".

Le présent résumé est applicable aux Certificats (les **Certificats**) décrits dans les conditions définitives (les **Conditions Définitives**) auxquelles il est annexé. Il contient l'information du résumé figurant dans le Prospectus de Base en date du 30 mai 2014 visé par l'Autorité des marchés financiers ("AMF") sous le numéro 14-253 en date du 30 mai 2014 et dans le Supplément au Prospectus de Base visé par l'AMF sous le numéro 14-353 en date du 3 juillet 2014 (ensemble, le "**Prospectus de Base**") qui est pertinente pour les Certificats ainsi que l'information pertinente des Conditions Définitives.

Section A — Introduction et avertissements		
A.1	<i>Avertissements</i>	<p>Le présent résumé doit être lu comme une introduction au Prospectus de Base et aux Conditions Définitives applicables.</p> <p>Toute décision d'investir dans les instruments financiers qui font l'objet de l'opération doit être fondée sur un examen exhaustif du Prospectus de Base dans son ensemble, y compris tous documents incorporés par référence et les Conditions Définitives applicables.</p> <p>Lorsqu'une action concernant l'information contenue dans le Prospectus de Base et les Conditions Définitives est intentée devant un tribunal d'un Etat Membre de l'Espace Economique Européen, l'investisseur plaignant peut, selon la législation nationale de l'Etat Membre où l'action est intentée, avoir à supporter les frais de traduction du Prospectus de Base et des Conditions Définitives applicables avant le début de la procédure judiciaire.</p> <p>Une responsabilité civile n'est attribuée qu'aux personnes qui ont présenté le résumé, y compris sa traduction, mais uniquement si le contenu du résumé est trompeur, inexact ou contradictoire par rapport aux autres parties du Prospectus de Base et des Conditions Définitives applicables ou s'il ne fournit pas, lu en combinaison avec les autres parties du Prospectus de Base et des Conditions Définitives applicables, les informations clés permettant d'aider les investisseurs lorsqu'ils envisagent d'investir dans ces instruments financiers.</p>
A.2	<i>Consentement de l'Emetteur à l'utilisation du Prospectus de Base</i>	Sans objet. Les Certificats ne font pas l'objet d'une offre non-exemptée.

Section B — Emetteur		
B.1	<i>Raison sociale et nom commercial de l'Emetteur</i>	<p>Société Générale Effekten GmbH (Emetteur).</p> <p>Société Générale (Garant).</p>
B.2	<i>Siège social et forme juridique de l'Emetteur, législation régissant ses activités ainsi que son pays d'origine</i>	<p><b>Société Générale Effekten GmbH</b> (Emetteur)</p> <p>Siège social : Francfort-sur-le-Main, Allemagne.</p> <p>Siège administratif : Neue Mainzer Strasse 46-50, 60311 Francfort-sur-le-Main, Allemagne.</p> <p>Forme juridique : société à responsabilité limitée (<i>Gesellschaft beschränkter Haftung, GmbH</i>) conformément au droit allemand.</p> <p>Législation applicable : Loi allemande.</p> <p>Pays d'immatriculation : Allemagne.</p> <p><b>Société Générale</b> (Garant)</p> <p>Siège social : 29, boulevard Haussmann, 75009 Paris, France.</p> <p>Forme juridique : société anonyme.</p> <p>Législation applicable : Loi française.</p> <p>Pays d'immatriculation : France.</p>
B.4b	<i>Description de toute tendance connue ayant des répercussions sur l'Emetteur et ses secteurs d'activité</i>	<p><b>Société Générale Effekten GmbH</b></p> <p>Les activités d'émissions pour l'exercice 2014 dépendent de la tendance actuelle des marchés financiers. Comme pour les années précédentes, l'Émetteur a l'intention d'offrir une vaste gamme de produits en 2014. L'Émetteur a l'intention de continuer les activités d'émissions commencées en 2012 en Suède ainsi que la cotation en Espagne commencée au troisième trimestre 2013.</p> <p><b>Société Générale</b></p> <p>En zone euro et en particulier en France, le redémarrage est très progressif. L'amélioration conjoncturelle que connaissent les Etats-Unis reste tributaire des modalités de sortie des politiques monétaires quantitatives et budgétaires menées précédemment. De son côté, le monde émergent fait face à une vague de retraits de capitaux. Les mouvements actuels pourraient peser sur la croissance du monde émergent sans pour autant déclencher des crises financières systémiques telles qu'observées dans les années quatre-vingt-dix.</p> <p>Le Comité de Bâle a publié fin 2010 des recommandations visant à renforcer les exigences en capital et en liquidité du secteur bancaire. Le ratio <i>Common Equity Tier One</i> sans phasage du Groupe s'élève à 10 % à fin 2013 et est déjà bien au-delà des nouvelles exigences réglementaires en capital. En outre, le Groupe est déjà en capacité de répondre au ratio de levier (un nouveau ratio, indicatif à ce stade et en cours de définition par les autorités européennes, mais pour lequel un seuil de 3 % semble pouvoir être retenu à horizon 2018) avec un ratio de levier indicatif de 3,5 % à fin 2013.</p> <p>Sur le volet liquidité, le Comité de Bâle a proposé deux ratios standards aux paramètres harmonisés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>le <i>Liquidity Coverage Ratio (LCR)</i>, à court terme (1 mois). La définition précise du LCR sera adoptée par un acte délégué de la Commission, au plus tard le 30 juin 2014. Le niveau minimal du ratio est fixé à 60 % en 2015 avec une augmentation graduelle chaque</li> </ul>

## Section B — Emetteur

année pour atteindre 100 % au 1er janvier 2018. Sur la base des dernières hypothèses réglementaires connues, le ratio LCR de Société Générale est déjà supérieur à 100 % au 31 décembre 2013 ;

- le *Net Stable Funding Ratio (NSFR)*, à plus long terme. La définition du NSFR est en cours de discussion au niveau du Comité de Bâle et les travaux doivent être finalisés en 2014 après consultation.

Dans le cadre du projet d'Union Bancaire européenne, le texte sur la supervision bancaire unique de la zone euro par la Banque Centrale Européenne (la **BCE**) a été adopté en octobre 2013 par les instances européennes. Dans ce cadre, la BCE assumera l'ensemble de ses missions à partir du 4 novembre 2014, avec, au préalable, un processus de revue des bilans bancaires par la BCE (*Asset Quality review*) complété par des stress tests menés par l'Autorité Bancaire Européenne, en coopération avec la BCE. Ce processus devrait permettre de renforcer encore la confiance dans la zone euro.

La Commission Européenne a proposé en juillet 2013 un projet de mécanisme de résolution unique pour le secteur bancaire de la zone euro pour une application qui démarrerait de façon progressive dès 2015. La France a déjà traduit dans le code Monétaire et Financier une partie des dispositions sur la résolution des banques contenues dans la Directive européenne Redressement et Résolution qui devrait être votée au premier semestre 2014.

La Commission Européenne a publié le 29 janvier 2014 un projet de règlement sur la structure des banques. Ce projet devra maintenant être négocié entre les différentes parties prenantes. Notre objectif est de conserver les spécificités de la loi de séparation française adoptée en 2013.

De nombreuses réglementations sur le fonctionnement des activités de marché continuent de voir le jour en Europe et aux Etats-Unis.

Par ailleurs, une taxe sur les transactions financières avec une assiette plus large que les taxes actuellement en vigueur au Royaume-Uni et en France depuis 2012, et en Italie depuis 2013, est à l'étude au niveau de 11 pays membres de l'Union européenne.

Aux Etats-Unis, le *Dodd-Frank Act* a posé les bases de la supervision du risque systémique ainsi que l'encadrement de certaines activités des Banques de Financement et d'Investissement. Le texte final fixe une mise en œuvre progressive à partir de 2015 pour les banques les plus actives.

Les règles dites "Tarullo" applicables aux institutions financières étrangères aux Etats-Unis vont conduire le Groupe à repenser son organisation dans ce pays.

De nouvelles évolutions structurantes dans la banque de détail sont aussi prévues.

Dans un contexte macro-économique contraint, l'enjeu majeur des discussions de place reste plus globalement de faire émerger un modèle de croissance durable et soutenable pour le secteur financier, qui préserve pleinement la capacité des banques à financer l'économie dans un contexte de politiques budgétaires plus restrictives. Force est de constater néanmoins que l'addition des nouvelles contraintes réglementaires, conjuguées aux éventuels biais concurrentiels entre les différents pays qui pourraient voir le jour, vont peser de manière significative sur la rentabilité de certaines activités. Elles pourront donc influencer le modèle de développement de certains acteurs bancaires.

Société Générale poursuit l'adaptation structurelle de ses métiers et a engagé en 2013 la deuxième étape de son plan de transformation avec le recentrage de l'organisation autour des trois piliers d'excellence :

- la Banque de détail en France ;
- la Banque de détail et Services Financiers Internationaux (IBFS) ;
- la Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs (GBIS).



Section B — Emetteur		
B.5	<i>Description du groupe de l'Emetteur et de la place qu'y occupe l'Emetteur</i>	<p>Le Groupe Société Générale offre une large palette de conseils et de solutions financières sur mesure à des clients particuliers, des grandes entreprises, et investisseurs institutionnels, en s'appuyant sur trois pôles métiers complémentaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la Banque de détail en France;</li> <li>• la Banque de détail à l'International, Services Financiers et Assurances ; et</li> <li>• la Banque de Financement &amp; d'Investissement, Banque Privée, Gestion d'Actifs et Métier Titres.</li> </ul> <p>L'Emetteur est une filiale du Groupe Société Générale.</p>
B.9	<i>Montant de la prévision ou de l'estimation du bénéfice</i>	Sans objet. L'Émetteur et le Garant ne fournissent aucuns chiffres relatifs à une prévision ou estimation de bénéfice.
B.10	<i>Description de la nature des éventuelles réserves sur les informations historiques continues dans le rapport d'audit</i>	Sans objet. Il n'y a pas de réserve dans les rapports des commissaires aux comptes.

B.12

Informations  
financières historiques**Bilan résumé de l'Émetteur pour les 2 années fiscales 2012 et 2013**

Actif	31 déc. 2013		31 déc. 2012		+/- Milliers d'EUR
	Milliers d'EUR	%	Milliers d'EUR	%	
	16 474				
Créances	707	75	23 269 217	76	- 6 794 510
Autres actifs Trésorerie et équivalents de trésorerie	5 376 280	25	7 164 317	24	- 1 788 037
	359	0	470	0	-111
	<u>21 851 346</u>	<u>100</u>	<u>30 434 004</u>	<u>100</u>	<u>- 8 582 658</u>
<b>Capitaux propres et passif</b>	EUR k	%	EUR k	%	EUR k
Capitaux propres	931	0	833	0	98
Passif	503	0	428	0	75
Autres passifs	<u>21 849 912</u>	<u>100</u>	<u>30 432 743</u>	<u>100</u>	<u>-8 582 831</u>
	<u>21 851 346</u>	<u>100</u>	<u>30 434 004</u>	<u>100</u>	<u>-8 582 658</u>

**Compte de résultat résumé pour les 2 années fiscales 2012 et 2013**

	2013 Milliers d'EUR	2012 Milliers d'EUR	+/- Milliers d'EUR
Produits du marché à options	8 455 884	4 538 510	3 917 374
Produits du marché à certificats	3 071 364	3 388 902	- 317 538
Charges du marché à options	-8 455 884	-4 538 510	-3 917 374
Charges du marché à certificats	<u>-3 071 364</u>	<u>-3 388 902</u>	<u>317 538</u>
<b>Produit net bancaire</b>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>
Autres charges/produits d'exploitation	368	506	-138
Charges de personnel	<u>-211</u>	<u>-177</u>	<u>-34</u>
<b>Résultat d'exploitation</b>	<u>157</u>	<u>329</u>	<u>-172</u>
<b>Résultat net des opérations financières</b>	-3	-8	5
<b>Résultat courant avant impôts</b>	<u>154</u>	<u>321</u>	<u>-167</u>
Impôts sur le revenu et sur les bénéfices	<u>-56</u>	<u>-106</u>	<u>50</u>
<b>Résultat annuel</b>	<u>98</u>	<u>215</u>	<u>-117</u>

### Aperçu sur 2 ans

		2013	2012
Produits du marché à options et à certificats	KEUR	11,527,248	7,927,412
Charges du marché à options et à certificats	KEUR	-11,527,248	-7,927,412
Excédent	KEUR	0	0
Cash-flow résultant de l'activité courante	KEUR	-111	470
Capitaux propres	KEUR	931	833
Total du bilan	KEUR	21,851,346	30,434,004
Actif circulant/Compte de régularisation	KEUR	15,433,080	24,660,584
Volume total des titres émis	KEUR	21,849,891	30,432,624
Bénéfice net de l'exercice	KEUR	98	215

### Information financière du Garant

	Trimestre 1 – 2014	Fin 2013	Trimestre 1 – 2013	Fin 2012 (*)
<b>Résultats</b> (en millions d'euros)				
Produit net bancaire	5,676	22 433(**)	4 981(**)	23 110
Résultat d'exploitation	1,134	2 336(**)	83 (**)	2 757
Bénéfice net	389	2 394(**)	462 (**)	1 224
Résultat net part du Groupe	315	2 044(**)	364 (**)	790
Banque de détail en France	323	1 196(**)	267 (**)	1 291
Banque de détail et Services Financiers Internationaux	(284)	983(**)	256 (**)	617
Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs	481	1 206(**)	567 (**)	761
Hors poles	(205)	(1 341)(**)	727 (**)	(1 879)
Coût net du risque	(667)	(4,052)	(927)	(3 935)
Coefficient d'exploitation	66%	67%	66%	67%
ROE après impôt	2,2%	4,4%	2,8%	1,2%
Ratio Tier 1	11,8% (CRR/CRD 4)	11,8% (CRR/CRD)	12,4% (Bâle 2.5)	12,5 %



B.14	<i>Déclaration concernant la dépendance de l'Émetteur à l'égard d'autres entités du groupe</i>	<p>Voir section B5 ci-dessus relative à la dépendance de l'Émetteur à l'égard d'autres entités du groupe.</p> <p>Société Générale est la société mère à la tête du Groupe. Société Générale exploite ses propres activités et n'intervient pas simplement en tant que société holding vis-à-vis de ses filiales.</p>
B.15	<i>Description des principales activités de l'Émetteur</i>	<p><b>Société Générale Effekten GmbH</b></p> <p>L'objet social de l'Émetteur, comme exposé à l'article 2 de ses Statuts, est l'émission et la vente de titres et toutes activités connexes, à l'exception de celles exigeant une licence. L'Émetteur n'exerce pas d'activités bancaires comme définies par le <i>Kreditwesengesetz, KWG</i>. L'Émetteur est une entité financière comme définie dans la <i>Sec. 1 (3) Sentence 1 No. 5 KWG</i>.</p> <p>L'Émetteur émet et place des titres, principalement des warrants et des certificats, et exerce des activités associées.</p> <p><b>Société Générale</b></p> <p>Société Générale a pour objet, dans les conditions déterminées par la législation et la réglementation applicables aux établissements de crédit, d'effectuer avec toutes personnes physiques ou morales, tant en France qu'à l'étranger :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ toutes opérations de banque ;</li> <li>▪ toutes opérations connexes aux opérations bancaires, notamment toutes prestations de services d'investissement ou services connexes visés aux articles L. 321-1 et L. 321-2 du Code monétaire et financier ;</li> <li>▪ toutes prises de participations.</li> </ul> <p>Société Générale peut également à titre habituel, dans le cadre des conditions définies par le Comité de la réglementation bancaire et financière, effectuer toutes opérations autres que celles visées ci-dessus, notamment le courtage d'assurances.</p> <p>D'une façon générale, Société Générale peut effectuer, pour elle-même et pour le compte de tiers ou en participation, toutes opérations financières, commerciales, industrielles ou agricoles, mobilières ou immobilières pouvant se rapporter directement ou indirectement aux activités ci-dessus ou susceptibles d'en faciliter l'accomplissement.</p>

B.16	<p>Dans la mesure où ces informations sont connues de l'Émetteur, indiquer si celui-ci est détenu ou contrôlé, directement ou indirectement, et par qui, et la nature de ce contrôle</p>	<p>L'Émetteur est une filiale entièrement détenue par Société Générale, Paris.</p> <p>Le Garant n'est pas détenu ou contrôlé par une société mère. Au 31 décembre 2013, la répartition du capital et des droits de vote (y compris droits de vote double, article 14 des statuts de Société Générale) était la suivante:</p> <table border="1" data-bbox="608 398 1382 1323"> <thead> <tr> <th colspan="5" style="text-align: center;"><b>Situation au 31.12.2013<sup>(2)</sup></b></th> </tr> <tr> <th></th> <th style="text-align: center;"><b>Nombre d'actions</b></th> <th style="text-align: center;"><b>% du capital</b></th> <th style="text-align: center;"><b>% des droits de vote<sup>(3)</sup></b></th> <th style="text-align: center;"><b>% des droits de vote exerçables en AG<sup>(3)</sup></b></th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Plan mondial d'actionnariat salarié</td> <td style="text-align: right;">59517813</td> <td style="text-align: right;">7,45 %</td> <td style="text-align: right;">12,64 %</td> <td style="text-align: right;">12,98 %</td> </tr> <tr> <td>Grands actionnaires détenant plus de 1 % du capital et des droits de vote</td> <td style="text-align: right;">39555035</td> <td style="text-align: right;">4,95 %</td> <td style="text-align: right;">6,55 %</td> <td style="text-align: right;">6,73 %</td> </tr> <tr> <td style="padding-left: 20px;"><i>Groupama</i></td> <td style="text-align: right;">237215</td> <td style="text-align: right;">0,03 %</td> <td style="text-align: right;">0,03 %</td> <td style="text-align: right;">0,03 %</td> </tr> <tr> <td style="padding-left: 20px;"><i>CDC</i></td> <td style="text-align: right;">20111390</td> <td style="text-align: right;">2,52 %</td> <td style="text-align: right;">2,95 %</td> <td style="text-align: right;">3,03 %</td> </tr> <tr> <td style="padding-left: 20px;"><i>Meiji Yasuda Life Insurance Cy</i></td> <td style="text-align: right;">11069312</td> <td style="text-align: right;">1,39 %</td> <td style="text-align: right;">2,53 %</td> <td style="text-align: right;">2,60 %</td> </tr> <tr> <td style="padding-left: 20px;"><i>CNP</i></td> <td style="text-align: right;">8137118</td> <td style="text-align: right;">1,02 %</td> <td style="text-align: right;">1,04 %</td> <td style="text-align: right;">1,07 %</td> </tr> <tr> <td>Public</td> <td style="text-align: right;">677133610</td> <td style="text-align: right;">84,78 %</td> <td style="text-align: right;">78,23 %</td> <td style="text-align: right;">80,29 %</td> </tr> <tr> <td>Autodétention</td> <td style="text-align: right;">13522688</td> <td style="text-align: right;">1,69 %</td> <td style="text-align: right;">1,55 %</td> <td style="text-align: right;">0,00 %</td> </tr> <tr> <td>Autocontrôle</td> <td style="text-align: right;">8987016</td> <td style="text-align: right;">1,13 %</td> <td style="text-align: right;">1,03 %</td> <td style="text-align: right;">0,00 %</td> </tr> <tr> <td><b>Total</b></td> <td></td> <td style="text-align: right;"><b>100,00 %</b></td> <td style="text-align: right;"><b>100,00 %</b></td> <td style="text-align: right;"><b>100,00 %</b></td> </tr> <tr> <td>Base de référence</td> <td style="text-align: right;">798716162</td> <td style="text-align: right;">873578419</td> <td style="text-align: right;">851068715</td> <td></td> </tr> </tbody> </table> <p>(2) Au 31 décembre 2013, la part des actionnaires de l'Espace économique européen dans le capital est estimée à 44,40 %.</p> <p>(3) À compter de 2006 et conformément à l'article L. 223-11 du Règlement général de l'AMF, des droits de vote sont associés aux actions d'autocontrôle et d'autodétention pour le calcul du nombre total de droits de vote, mais ces actions sont dépourvues de droit de vote en Assemblée générale.</p>	<b>Situation au 31.12.2013<sup>(2)</sup></b>						<b>Nombre d'actions</b>	<b>% du capital</b>	<b>% des droits de vote<sup>(3)</sup></b>	<b>% des droits de vote exerçables en AG<sup>(3)</sup></b>	Plan mondial d'actionnariat salarié	59517813	7,45 %	12,64 %	12,98 %	Grands actionnaires détenant plus de 1 % du capital et des droits de vote	39555035	4,95 %	6,55 %	6,73 %	<i>Groupama</i>	237215	0,03 %	0,03 %	0,03 %	<i>CDC</i>	20111390	2,52 %	2,95 %	3,03 %	<i>Meiji Yasuda Life Insurance Cy</i>	11069312	1,39 %	2,53 %	2,60 %	<i>CNP</i>	8137118	1,02 %	1,04 %	1,07 %	Public	677133610	84,78 %	78,23 %	80,29 %	Autodétention	13522688	1,69 %	1,55 %	0,00 %	Autocontrôle	8987016	1,13 %	1,03 %	0,00 %	<b>Total</b>		<b>100,00 %</b>	<b>100,00 %</b>	<b>100,00 %</b>	Base de référence	798716162	873578419	851068715	
<b>Situation au 31.12.2013<sup>(2)</sup></b>																																																																			
	<b>Nombre d'actions</b>	<b>% du capital</b>	<b>% des droits de vote<sup>(3)</sup></b>	<b>% des droits de vote exerçables en AG<sup>(3)</sup></b>																																																															
Plan mondial d'actionnariat salarié	59517813	7,45 %	12,64 %	12,98 %																																																															
Grands actionnaires détenant plus de 1 % du capital et des droits de vote	39555035	4,95 %	6,55 %	6,73 %																																																															
<i>Groupama</i>	237215	0,03 %	0,03 %	0,03 %																																																															
<i>CDC</i>	20111390	2,52 %	2,95 %	3,03 %																																																															
<i>Meiji Yasuda Life Insurance Cy</i>	11069312	1,39 %	2,53 %	2,60 %																																																															
<i>CNP</i>	8137118	1,02 %	1,04 %	1,07 %																																																															
Public	677133610	84,78 %	78,23 %	80,29 %																																																															
Autodétention	13522688	1,69 %	1,55 %	0,00 %																																																															
Autocontrôle	8987016	1,13 %	1,03 %	0,00 %																																																															
<b>Total</b>		<b>100,00 %</b>	<b>100,00 %</b>	<b>100,00 %</b>																																																															
Base de référence	798716162	873578419	851068715																																																																
B.17	<p>Notation attribuée au Garant ou à ses titres d'emprunt</p>	<p>A la date des présentes, Société Générale est notée AA (low) par DBRS, A par Fitch Ratings, A2 par Moody's Investors Service Ltd. et A par Standard and Poor's Ratings Services.</p>																																																																	
B.18	<p>Garantie</p>	<p>Le paiement à bonne date de tous les montants dus par l'Émetteur au titre des Certificats est irrévocablement et inconditionnellement garanti en vertu de la Garantie.</p>																																																																	

B.19	Information sur le Garant	Voir ci-dessus B.1, B.2, B.4b, B.5, B.9, B.10, B.12, B.13, B.14, B.15, B.16, B.17.
------	---------------------------	--

<b>Section C — Valeurs mobilières</b>		
C.1	Description de la nature et de la catégorie des valeurs mobilières offertes et/ou admises à la négociation et numéro d'identification	<p>Les valeurs mobilières qui seront offertes sont des titres de créance à capital non garanti dénommés Certificats qui revêtiront la forme au porteur et seront émis dans le cadre de la législation française sur la dématérialisation. La propriété des Certificats sera établie par une inscription en compte, conformément à l'Article L 211-4 du Code monétaire et financier. Aucun document matérialisant la propriété des Certificats (y compris les certificats représentatifs prévus à l'article R 211-7 du Code monétaire et financier) ne sera émis au titre des Certificats. Une fois émis, les Certificats seront inscrits en compte dans les livres d'Euroclear France qui créditera alors les comptes des Teneurs de Compte. La transmission du droit de propriété des Certificats sera établie par l'inscription en compte dans les livres des Teneurs de Compte.</p> <p><b>Organismes de compensation</b> Euroclear France, Clearstream Banking, Euroclear Bank.</p> <p><b>Numéro d'Identification</b> Le code ISIN des Certificats est pour chaque tranche celui indiqué dans le tableau en annexe.</p>
C.2	Devise de l'émission	Les Certificats seront libellés en euros.
C.5	Description de toute restriction imposée à la libre négociabilité des valeurs mobilières	Sans objet. Il n'y a pas de restriction à la libre négociabilité des Certificats, sous réserve de l'application de restrictions de vente qui peuvent s'appliquer dans l'Espace Economique Européen, en France, au Royaume Uni et aux Etats-Unis et dans les juridictions où les Certificats seront offerts ou vendus.
C.8	Description des droits attachés aux valeurs mobilières, y compris leur rang et toute restriction qui leur est applicable	<p><b>Droits attachés aux Certificats</b> En cas de Règlement, les Certificats donnent droit aux Porteurs au paiement d'une somme en numéraire telle que présentée aux C.16, C.17 et C.18 ci-dessous. Un tel montant en numéraire peut-être inférieur au montant initialement investi dans les Certificats par l'Investisseur.</p> <p><b>Prix d'émission</b> Le prix d'émission des Certificats est pour chaque tranche celui indiqué dans le tableau en annexe.</p> <p><b>Rang des certificats</b> Les engagements découlant des Certificats constituent des engagements de l'Emetteur directs, inconditionnels, non-subordonnés et non assortis de sûretés, qui auront à tout moment égalité de rang, sans traitement privilégié les uns par rapport aux autres. Les obligations de paiement de l'Emetteur aux termes des Certificats (à l'exception d'obligations privilégiées du fait de dispositions légales obligatoires) viendront au même rang que toutes les autres obligations non assorties de sûretés de l'Emetteur qui seraient en circulation le cas échéant (sauf s'il devait s'agir</p>

<b>Section C — Valeurs mobilières</b>		
		<p>d'obligations de rang inférieur).</p> <p><b>Rang de la Garantie</b></p> <p>Le paiement à bonne date de tous les montants dus par l'Emetteur au titre des Certificats est irrévocablement et inconditionnellement garanti en vertu de la Garantie.</p> <p><b>Fiscalité</b></p> <p>Tous paiements relatifs aux Certificats seront effectués libres de toute retenue à la source ou de tout prélèvement au titre de tout impôt ou taxe imposés en France, à moins que cette retenue à la source ou ce prélèvement ne soit exigé par la loi. Si un tel prélèvement est effectué, l'Emetteur devra, sous réserve de certaines exceptions, majorer ses paiements afin de couvrir les montants ainsi prélevés.</p> <p><b>Droit applicable</b></p> <p>Les Certificats et tous engagements non-contractuels résultant ou en relation avec les Certificats seront régis par les, et devront être interprétés conformément aux, dispositions du droit français.</p>
C.11	<i>Si les valeurs mobilières offertes font ou feront l'objet d'une demande d'admission à la négociation, en vue de leur distribution sur un marché réglementé ou sur des marchés équivalents avec l'indication des marchés en question</i>	Les Certificats seront admis aux négociations sur le Marché Réglementé d'Euronext Paris.
C.15	<i>Description de la manière dont la valeur de l'investissement est influencée par celle du ou des instrument(s) sous-jacent(s), sauf lorsque les valeurs mobilières ont une valeur nominale d'au moins 100.000 EUR.</i>	Termes et Conditions Additionnels applicables : 5.2 Si la valeur finale du sous-jacent est au dessus de la limite, la valeur de remboursement du produit sera maximale et égale au niveau Bonus. Dans le cas inverse, le risque est comparable à un investissement direct sur le sous-jacent. Le gain potentiel est limité au cap.
C.16	<i>Date d'expiration ou d'échéance des instruments dérivés – date d'exercice ou de la date finale de référence</i>	La Date de Maturité sera pour chaque tranche celle indiquée dans le tableau en annexe.
C.17	<i>Description de la procédure de règlement des instruments dérivés</i>	<p>Paiement en numéraire.</p> <p><i>Paiement à la Date de Maturité</i></p> <p>A moins d'avoir été racheté et annulé, chaque Certificat donnera droit au Porteur de recevoir de l'Emetteur, à la Date de Règlement, le Montant de Règlement.</p> <p><i>Modalités de paiement</i></p> <p>Le Montant de Règlement sera payé dans la Devise de Règlement aux Teneurs de Compte pour compte des Porteurs.</p>



<b>Section C — Valeurs mobilières</b>		
C.18	<i>Description des modalités relatives au produit des instruments dérivés</i>	<p>Chaque Certificat donne au Porteur le droit de recevoir l'un des Montants de Règlement suivants, selon le cas, à la Date de Règlement :</p> <p>(i) si VALEUR<sub>t</sub> a toujours été supérieure ou égale à la Limite entre la Date d'Evaluation Initiale (incluse) et la Date d'Evaluation Finale (incluse) : Parité x Niveau Bonus</p> <p>(ii) si VALEUR<sub>t</sub> a été au moins une fois strictement inférieure à la Limite entre la Date d'Evaluation Initiale (incluse) et la Date d'Evaluation Finale (incluse), et si VALEUR<sub>f</sub> est supérieure ou égale au Niveau Bonus : Parité x Niveau Bonus</p> <p>(iii) si VALEUR<sub>t</sub> a été au moins une fois strictement inférieure à la Limite entre la Date d'Evaluation Initiale (incluse) et la Date d'Evaluation Finale (incluse), et si VALEUR<sub>f</sub> est strictement inférieure au Niveau Bonus : Parité x VALEUR<sub>f</sub></p>
C.19	<i>Prix d'exercice ou prix de référence final du sous-jacent</i>	Le prix de référence final de l'Action sera le cours de clôture de l'Action à la Date d'Evaluation Finale.
C.20	<i>Description du type de sous-jacent utilisé et où les informations à son sujet peuvent être trouvées</i>	<p>Type de Sous-Jacent : Action</p> <p>Nom de l'Action : pour chaque tranche celui indiqué dans le tableau en annexe.</p> <p>Vous pouvez vous procurer des informations sur les performances passées et futures de l'Action et sur sa volatilité sur le site internet de la Société émettrice de l'Action ou du titre et sur les serveurs d'informations financières comme Six Telekurs, Bloomberg, Reuters.</p>

<b>Section D — Risques</b>		
D.2	<i>Informations clés sur les principaux risques propres à l'Émetteur</i>	<p>L'Émetteur et le Garant considèrent que les facteurs suivants sont susceptibles d'affecter leur capacité à remplir leurs obligations au titre des Certificats dans le cadre de ce Prospectus de Base :</p> <p>La valeur des Certificats peut être affectée par des facteurs de risque divers, qui peuvent être liés à l'Émetteur et/ou au Garant; d'autres peuvent être étroitement liés au sous-jacent des Certificats.</p> <p>L'Émetteur est exposé à des risques concernant sa forme juridique, son organisation et ses activités économiques.</p> <p>Le Groupe Société Générale est exposé à des risques inhérents à ses activités : risques de crédit, risques de marché, informations financières spécifiques, risques structurels de taux et de change, risques de liquidité, risques opérationnels, risques de non conformité et de réputation, risques juridiques, risques environnementaux, autres risques, ratios réglementaires.</p>
D.6	<i>Avertissement informant l'investisseur qu'il pourrait perdre tout ou partie, selon le cas, de la valeur de son investissement et/ou, si le risque encouru par l'investisseur ne se limite pas à la valeur de son investissement, une mention de ce fait, assortie d'une description des cas où ce surcroît de risque se matérialise ainsi que des effets financiers probables de cette matérialisation</i>	<p>En complément des risques (y compris le risque de défaut) pouvant affecter la capacité de l'Émetteur à satisfaire ses obligations relatives aux Certificats émis dans le cadre du Programme, les Certificats sont des produits financiers à haut risque (des risques associés aux marchés financiers, des risques de change, des risques de taux, des risques politiques, tels qu'énoncés ci-dessous).</p> <p>Certains facteurs sont importants afin d'évaluer les risques liés aux Certificats émis dans le cadre du Programme. ils incluent notamment les facteurs de risque liés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- au type et à la structure des Certificats (notamment risque lié à l'échéance, au remboursement anticipé ou encore à l'effet de levier)</li> <li>- à la valeur et/ou à la volatilité du (des) sous-jacent(s)</li> <li>- aux transactions de couverture conclues par l'Émetteur</li> <li>- à la législation et à la fiscalité applicable aux Certificats</li> </ul> <p>Les investisseurs sont informés ici que, en conséquence, leurs Certificats peuvent perdre toute valeur et doivent être préparés à la perte partielle ou totale de leur investissement. Cela exige donc une connaissance et une expérience des transactions sur les marchés de capitaux et de titres où le prix est lié à un sous-jacent et une évaluation appropriée des risques inhérents aux Certificats.</p>

Section E — Offre		
E.2b	<i>Raisons de l'offre et de l'utilisation prévues du produit lorsqu'il s'agit de raisons autres que la réalisation d'un bénéfice et/ou la couverture de certains risques</i>	Le produit net de l'émission des Certificats sera destiné aux besoins généraux de financement du Groupe Société Générale, y compris la réalisation de bénéfices.
E.3	<i>Description des modalités et des conditions de l'offre</i>	Sans objet. Les Certificats ne font pas l'objet d'une offre au public dans l'Espace Economique Européen.
E.4	<i>Description de tout intérêt pouvant influencer sensiblement sur l'émission/l'offre, y compris les intérêts conflictuels</i>	A l'exception des commissions versées au Souscripteur, à la connaissance de l'Emetteur, aucune personne impliquée dans l'offre des Certificats n'y a d'intérêt significatif.
E.7	<i>Estimation des dépenses facturées à l'investisseur par l'Emetteur ou l'offreur</i>	Sans objet. Il n'y a pas de dépenses facturées à l'investisseur par l'Emetteur.

## Annexe

<b>Tranche</b>	<b>Sous-Jacent</b>	<b>Code Reuters</b>	<b>Prix d'Emission</b>	<b>Date de Maturité</b>	<b>Code ISIN</b>
A	Air France-KLM	AIRF.PA	9,20 EUR	12-janv-16	FR0012021947
B	Alcatel Lucent	ALUA.PA	2,61 EUR	12-janv-16	FR0012021954
C	AXA	AXAF.PA	17,45 EUR	12-janv-16	FR0012021962
D	BNP Paribas	BNPP.PA	49,54 EUR	12-janv-16	FR0012021970
E	Bouygues	BOUY.PA	30,39 EUR	12-janv-16	FR0012021988
F	Gaz de France	GSZ.PA	20,10 EUR	12-janv-16	FR0012021996
G	Orange	ORAN.PA	11,52 EUR	12-janv-16	FR0012022002
H	Peugeot S.A.	PEUP.PA	10,80 EUR	12-janv-16	FR0012022010
I	Société Générale	SOGN.PA	38,26 EUR	12-janv-16	FR0012022028
J	Total S.A.	TOTF.PA	52,78 EUR	12-janv-16	FR0012022036
K	Vallourec	VLLP.PA	32,70 EUR	12-janv-16	FR0012022044

*English free translation for information purposes only*

**FINAL TERMS FOR SHARE CERTIFICATES  
DATED 8 JULY 2014**

**Certificates issued by**

**SG EFFEKTEN GmbH  
(as Issuer)**

**unconditionally and irrevocably guaranteed by**

**Société Générale**

The terms applicable to the Certificates appear in the Base Prospectus (*visa* from the *Autorité des marchés financiers* ("AMF") n° 14-253 dated 30 May 2014) and the Supplement (*visa* from the AMF n°14-353 dated 3 July 2014).

The Final Terms, the Base Prospectus and the Supplement are available on the website of the AMF <http://www.amf-france.org> and on the website <http://www.sgbourse.fr>, or any other successor website.

**The attention of the potential purchasers is drawn to the fact that:**

- they must read these Final Terms together with the Base Prospectus and the Supplement,
- at any time, the Certificate value may be less than the Issue Price and Certificateholders may lose some or all of their investment,
- Certificates are not suitable for all investors. Potential purchasers are advised to make their decision only after having carefully considered, with their advisers, whether the planned investment is appropriate to their requirements and resources,
- solely the French version of the Base Prospectus and the Supplement has received a *visa* from the AMF. The English translation is for information purposes only.

THE CERTIFICATES AND THE GUARANTEE HAVE NOT BEEN AND WILL NOT BE REGISTERED UNDER THE UNITED STATES SECURITIES ACT OF 1933, AS AMENDED OR ANY STATE SECURITIES LAW, AND TRADING IN THE CERTIFICATES HAS NOT BEEN APPROVED BY THE UNITED STATES COMMODITY FUTURES TRADING COMMISSION UNDER THE UNITED STATES COMMODITY EXCHANGE ACT OF 1936, AS AMENDED. CERTIFICATES, OR INTERESTS THEREIN, MAY NOT AT ANY TIME BE OFFERED, SOLD, RESOLD, TRADED, PLEDGED, REDEEMED, TRANSFERRED OR DELIVERED, DIRECTLY OR INDIRECTLY, IN THE UNITED STATES OR TO, OR FOR THE ACCOUNT OR BENEFIT OF, A U.S. PERSON, NOR MAY ANY U.S. PERSON AT ANY TIME TRADE OR MAINTAIN A POSITION IN THE CERTIFICATES. FOR A DESCRIPTION OF THE RESTRICTIONS ON OFFERS AND SALES OF THE CERTIFICATES, SEE THE SECTION "PURCHASE AND SELLING RESTRICTIONS" IN THE BASE PROSPECTUS.

## **I – GENERAL**

<b>Issuer</b>	Société Générale Effekten GmbH
<b>Guarantor</b>	Société Générale The Certificates are guaranteed by Société Générale under the Guarantee dated 2 June 2014.
<b>Commercial name</b>	<i>Capped Bonus</i>
<b>Issue Date</b>	10 July 2014
<b>Subscription</b>	Société Générale
<b>Paying Agent</b>	Société Générale, Tours Société Générale, 92987 Paris La Défense Cedex, France.
<b>Calculation Agent</b>	Société Générale, Tours Société Générale, 92987 Paris La Défense Cedex, France.
<b>Clearance Institution(s)</b>	Euroclear France (Paris), 115 rue Réaumur, 75081 Paris Cedex 02, France  Euroclear Bank (Brussels), 1 boulevard du Roi Albert II, B-1210, Brussels, Belgium  Clearstream Banking (Luxembourg), 42 avenue JF Kennedy, L-1855, Luxembourg
<b>Listing</b>	Application has been made for the Certificates to be admitted to trading on the Regulated Market of Euronext Paris with effect from the Issue Date. No guarantee can be given that this request will be approved.
<b>Minimum number of Certificates for trading</b>	The minimum number of Certificates for trading on Euronext Paris is one Certificate.
<b>Form of market trading</b>	Trading in continuous  SG Securities (Paris) SAS as liquidity provider displays bid and offer prices in the Certificates order book, during the stock exchange session, under the following conditions: - a maximum bid and offer spread of 3 EUR or 5 % of the offer price displayed by the liquidity provider, - and a minimum unitary amount per order of 10,000 EUR, the above is assumed to take place under normal market conditions, underlying liquidity conditions and with the electronic information and trading systems operating normally.
<b>Delisting</b>	The Certificates will be delisted from Euronext Paris at opening on the sixth trading day in Paris before the Maturity Date (inclusive).
<b>Form and transfer of Certificates</b>	The Certificates are in bearer form. The Certificates' ownership will be denoted by a registration in an account, in accordance with article L 211-4 of the <i>Code monétaire et financier</i> .
<b>Assimilation provisions</b>	Not applicable
<b>Investors' contact</b>	Société Générale N° Vert 0800 30 20 20

## II – FINANCIAL CHARACTERISTICS

TABLE

Tranche	Number of Certificates	Underlying / Share	Reuters Code	Underlying Currency
A	43,500	Air France-KLM	AIRF.PA	EUR
B	153,300	Alcatel Lucent	ALUA.PA	EUR
C	22,900	AXA	AXAF.PA	EUR
D	8,100	BNP Paribas	BNPP.PA	EUR
E	13,200	Bouygues	BOUY.PA	EUR
F	19,900	Gaz de France	GSZ.PA	EUR
G	34,700	Orange	ORAN.PA	EUR
H	37,000	Peugeot S.A.	PEUP.PA	EUR
I	10,500	Société Générale	SOGN.PA	EUR
J	7,500	Total S.A.	TOTF.PA	EUR
K	12,200	Vallourec	VLLP.PA	EUR

Tranche	Quotation Market	Issue Price per Certificate	Issue amount	Final Valuation Date	Maturity Date
A	Euronext Paris	EUR 9.20	EUR 400,200	4 January 2016	12 January 2016
B	Euronext Paris	EUR 2.61	EUR 400,113	4 January 2016	12 January 2016
C	Euronext Paris	EUR 17.45	EUR 399,605	4 January 2016	12 January 2016
D	Euronext Paris	EUR 49.54	EUR 401,274	4 January 2016	12 January 2016
E	Euronext Paris	EUR 30.39	EUR 401,148	4 January 2016	12 January 2016
F	Euronext Paris	EUR 20.10	EUR 399,990	4 January 2016	12 January 2016
G	Euronext Paris	EUR 11.52	EUR 399,744	4 January 2016	12 January 2016
H	Euronext Paris	EUR 10.80	EUR 399,600	4 January 2016	12 January 2016
I	Euronext Paris	EUR 38.26	EUR 401,730	4 January 2016	12 January 2016
J	Euronext Paris	EUR 52.78	EUR 395,850	4 January 2016	12 January 2016
K	Euronext Paris	EUR 32.70	EUR 398,940	4 January 2016	12 January 2016

Tranche	Limit *	Bonus Level *	Parity *	ISIN code	Mnemonic code
A	EUR 6.44	EUR 11.05	1	FR0012021947	0236S
B	EUR 1.83	EUR 3.19	1	FR0012021954	0237S
C	EUR 12.22	EUR 19.10	1	FR0012021962	0238S
D	EUR 34.68	EUR 54.76	1	FR0012021970	0239S
E	EUR 21.27	EUR 35.45	1	FR0012021988	0240S
F	EUR 15.08	EUR 22.46	1	FR0012021996	0241S
G	EUR 8.06	EUR 12.93	1	FR0012022002	0242S
H	EUR 7.56	EUR 12.89	1	FR0012022010	0243S
I	EUR 26.78	EUR 42.95	1	FR0012022028	0244S
J	EUR 39.59	EUR 57.83	1	FR0012022036	0245S
K	EUR 22.89	EUR 36.79	1	FR0012022044	0246S

\* subject to adjustments

<b>Applicable Additional Terms and Conditions</b>	5.2 If the final value of the underlying is above the limit, the redemption amount of the product will be maximal and equal to the bonus level. If it's not the case, the risk is similar to a direct investment on the underlying. The potential profit is limited to the cap.
<b>Aggregate issue amount</b>	EUR 4,398,194
<b>Settlement Currency</b>	EUR
<b>Underlying</b>	As specified in the table above.
<b>Settlement Amount</b>	Each Certificate entitles the Certificateholder to receive one of the following Settlement Amounts, as the case may be, on the Settlement Date :  (i) if $VALUE_t$ has always been higher than or equal to the Limit between the Initial Valuation Date (inclusive) and the Final Valuation Date (inclusive) : Parity x Bonus Level  (ii) if $VALUE_t$ has been strictly lower than the Limit at least once between the Initial Valuation Date (inclusive) and the Final Valuation Date (inclusive) and if $VALUE_T$ is higher than or equal to the Bonus Level : Parity x Bonus Level  (iii) if $VALUE_t$ has been strictly lower than the Limit at least once between the Initial Valuation Date (inclusive) and the Final Valuation Date (inclusive) and if $VALUE_T$ is strictly lower than the Bonus Level : Parity x $VALUE_T$  <i>where</i> $VALUE_T$ means the closing price of the Share on the Final Valuation Date, subject to the provisions of the definition of the Final Valuation Date below.  $VALUE_t$ means the closing price of the Share on each date(t) between the Initial Valuation Date and the Final Valuation Date (both dates included).

#### **INTERESTS OF NATURAL AND LEGAL PERSONS INVOLVED IN THE ISSUE**

Save for any fees payable to the Managers, so far as the Issuer is aware, no person involved in the issue of the Certificates has an interest material to the offer.

#### **MARKET DISRUPTION EVENTS**

Events specified in Condition 17 of the Terms and Conditions.

#### **ADJUSTMENT RULES**

Adjustments specified in Condition 17 of the Terms and Conditions.

**Non-exempt Offer :** Not Applicable

#### **Remunerations of professional intermediaries:**

Société Générale shall pay to the persons mentioned below (each an "**Interested Party**") the following remunerations for the services provided by such Interested Party to Société Générale in the capacity set out below:

To each distributor, an upfront remuneration of up to 1% of the amount of Certificates effectively placed and/or an annual average remuneration (calculated on the basis of the term of the Certificates) of up to 0.50% of the amount of Certificates effectively placed.

Further information in respect of the above remunerations may be provided by Société Générale to its own clients upon request. If, under the Markets in Financial Instruments Directive (MiFID) 2004/39/CE and/or any other laws and regulations, an Interested Party is required to disclose to prospective investors in the Certificates any



remuneration that Société Générale pays to, or receives from, such Interested Party in respect of the Certificates, the Interested Party shall be responsible for compliance with such laws and regulations.

## ANNEX – ISSUE SUMMARY

Summaries are made up of disclosure requirements known as **Elements** the communication of which is required by Annex XXII of Regulation EC/809/2004. These elements are numbered in Sections A – E (A.1 – E.7).

This summary contains all the Elements required to be included in a summary for this type of securities and Issuer. Because some Elements are not required to be addressed, there may be gaps in the numbering sequence of the Elements.

Even though an Element may be required to be inserted in the summary because of the type of securities and Issuer, it is possible that no relevant information can be given regarding the Element. In this case a short description of the Element is included in the summary with the mention of "not applicable".

This summary relates to the Certificates (the **Certificates**) described in the final terms (the **Final Terms**) to which this summary is annexed. This summary contains that information from the summary set out in the Base Prospectus dated 30 May 2014 which received visa no. 14-253 on 30 May 2014 from the *Autorité des marchés financiers* (the **AMF**) and the Supplement dated 3 July 2014 which received visa n°14-353 on 3 July 2014 from the AMF (together, the **Base Prospectus**) which is relevant to the Certificates together with the relevant information from the Final Terms.

<b>Section A — Introduction and warning</b>		
A.1	<i>Warning</i>	<p>This summary must be read as an introduction to this Base Prospectus and the applicable Final Terms :</p> <p>Any decision to invest in the financial instruments involved in the operation must be based on an exhaustive reading of the Base Prospectus as a whole, including any documents incorporated by reference and the applicable Final Terms.</p> <p>If a claim relating to information contained in the Base Prospectus and/or Final Terms is brought before a Court in a Member State of the European Economic Area, the plaintiff may, under the national legislation of the Member States where the claim is brought, be required to bear the costs of translating the Base Prospectus and the applicable Final Terms before the legal proceedings are initiated.</p> <p>Civil liability attaches only to those persons who have tabled this summary, including any translation thereof, but only if the summary is misleading, inaccurate or inconsistent when read together with the other parts of this Base Prospectus and the applicable Final Terms or it does not provide, when read together with the other parts of this Base Prospectus and the applicable Final Terms, key information in order to aid investors when considering whether to invest in the financial instruments.</p>
A.2	<i>Consent by the Issuer for the use of the prospectus</i>	Not applicable. There will be no non-exempt offer in respect of the Certificates.

<b>Section B — Issuer</b>		
B.1	<i>Legal and commercial name of the Issuer</i>	<p>Société Générale Effekten GmbH (Issuer).</p> <p>Société Générale (Guarantor).</p>

Section B — Issuer		
B.2	<i>Domicile and legal form of the Issuer, legislation under which the Issuer operates and its country of incorporation</i>	<p><b>Societe Generale Effekten GmbH</b></p> <p>Registered office : Frankfurt-am-Main, Germany.</p> <p>Business address : Neue Mainzer Strasse 46-50, 60311 Frankfurt-am-Main, Germany.</p> <p>Legal form : limited liability company (<i>Gesellschaft mit beschränkter Haftung, GmbH</i>) under German Law.</p> <p>Applicable law : German law</p> <p>Country of incorporation : Germany</p> <p><b>Societe Generale</b> (Guarantor)</p> <p>Domicile : 29, boulevard Haussmann, 75009 Paris, France.</p> <p>Legal form : Public limited company (<i>société anonyme</i>).</p> <p>Applicable law : French law.</p> <p>Country of incorporation : France</p>
B.4b	<i>Description of any known trends affecting the Issuer and the industries in which it operates</i>	<p><b>Société Générale Effekten GmbH</b></p> <p>Issuing activities for the 2014 fiscal year depend on the current trend on the financial markets. As in the previous years, the Company intends to offer a wide range of products in 2014. The Company intends to continue the issuing activities in Sweden begun in 2012 as soon as the listing in Spain begun in the third quarter 2013.</p> <p><b>Société Générale</b></p> <p>The euro zone and, in particular France are very gradually moving towards recovery. Furthermore, the improved economic climate in the United States remains contingent on how the country will make an exit from its quantitative and fiscal monetary policies.</p> <p>In the emerging countries, markets are contending with a surge in capital flight. Current developments could weigh on emerging country growth, but not to the extent of triggering systemic financial crises akin to those observed in the 1990s.</p> <p>At the end of 2010, the Basel Committee published its recommendations for strengthening capital and liquidity of the banking sector. The Group fully-loaded Common Equity Tier One ratio of 10% stands at end-2013 and is already well in excess of new regulatory requirements. In addition, the Group is already able to meet the leverage ratio (which is a new indicative ratio that is currently being defined by European regulatory authorities, for which there is currently a minimum requirement of 3% by 2018), as its indicative leverage ratio was 3.5% at end-2013.</p> <p>As regards liquidity, the Basel Committee proposed two standard ratios based on harmonised parameters:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• the Liquidity Coverage Ratio (<b>LCR</b>), in the short term (1 month). The exact definition of the LCR will be adopted by delegated act of the Commission by 30 June 2014 at the latest. The minimum ratio is set at 60% in 2015 with a gradual increase of 10 points per year, reaching</li> </ul>

## Section B — Issuer

100% by 1 January 2018. At 31 December 2013, Société Générale's LCR ratio was already above 100%;

- the Net Stable Funding Ratio (**NSFR**), in the longer term. The definition of the NSFR is still under review by the Basel Committee, and analyses will be finalised in 2014 following consultation.

As part of the project of the European Banking Union, the text on euro zone banking supervision by the ECB (the **European Central Bank**) was adopted in October 2013 by the European authorities. The ECB will take up its resulting responsibilities from 4 November 2014, following an ECB review of bank balance sheets (Asset Quality Review), and stress tests conducted by the European Banking Authority in cooperation with the ECB. This process should further strengthen confidence in the euro zone.

The European Commission proposed in July 2013 a single resolution mechanism for the euro zone banking sector to be phased in gradually from 2015. France has already transposed in its Monetary and Financial Code part of the bank resolution provisions included in the European Bank Recovery and Resolution Directive. This directive should be voted on during the first half of 2014.

On 29 January 2014, the European Commission published a draft regulation on banking structural reform. The draft regulation is currently under review by the various stakeholders. Our aim is to maintain the specific characteristics of the French separation law adopted in 2013.

Several regulations on market activity operations are continuing to come into effect in Europe and the United States.

A financial transactions tax, with a larger tax base than the one in effect in the United Kingdom and France since 2012 and in Italy since 2013, is under review by the 11 Member States of the European Union.

In the United States the Dodd-Frank Act laid the groundwork for the supervision of systemic risk and of some Corporate and Investment banking activities. The final text calls for gradual implementation from 2015 for the most active banks.

The Société Générale Group will be rethinking its operations in the United States in the wake of the "Tarullo" rules applicable to non-US financial institutions.

New fundamental developments in retail banking are also expected.

In a restrictive macro-economic environment, the major goal of market place discussions is to produce a sustainable growth model for the financial sector which maintains banks' ability to finance the economy amid more restrictive budget policies. However, it is clear that the addition of new regulatory constraints, compounded by potential competitive bias between countries, will weigh significantly on the profitability of some activities. They may therefore influence the development model of certain players in the banking sector.

The Société Générale Group continues to adapt the structure of its business lines and embarked on the second step of its transformation plan to refocus its structure on three pillars of excellence:

- French Retail Banking;

Section B — Issuer																																																																																
		<ul style="list-style-type: none"> <li>International retail Banking and Financial Services (IBFS);</li> </ul> Global Banking and Investor Solutions (GBIS).																																																																														
B.5	<i>Description of the Issuer's group and the Issuer's position within the group</i>	The Issuer is a fully-owned subsidiary of the Société Générale Group The Société Générale Group offers a wide range of advisory services and tailored financial solutions to individual customer, large corporate and institutional investors. The Group relies on three complementary core businesses: <ul style="list-style-type: none"> <li>French Retail Banking,</li> <li>International Retail Banking, Financial Services and Insurance and</li> <li>Corporate and Investment Banking, Private Banking, Asset and Wealth Management and Securities Services.</li> </ul>																																																																														
B.9	<i>Figure of profit forecast or estimate (if any)</i>	Not applicable. The Issuer and the Guarantor does not provide any figure of profit forecast or estimate.																																																																														
B.10	<i>Description of the nature of any qualifications in the audit report on the historical financial information</i>	Not applicable. The audit reports do not include any qualifications.																																																																														
B.12	<i>Selected financial information</i>	<p style="text-align: center;"><b>Summarized balance sheet of the Issuer for the two fiscal years 2012 and 2013</b></p> <table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <thead> <tr> <th></th> <th colspan="2">31 dec. 2013</th> <th colspan="2">31 dec. 2012</th> <th>+/-</th> </tr> <tr> <th style="text-align: left;"><b>Assets</b></th> <th style="text-align: right;">EUR k</th> <th style="text-align: right;">%</th> <th style="text-align: right;">EUR k</th> <th style="text-align: right;">%</th> <th style="text-align: right;">EUR k</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td></td> <td style="text-align: right;">16 474</td> <td></td> <td></td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td>Receivables</td> <td style="text-align: right;">707</td> <td style="text-align: right;">75</td> <td style="text-align: right;">23 269 217</td> <td style="text-align: right;">76</td> <td style="text-align: right;">- 6 794 510</td> </tr> <tr> <td>Other assets</td> <td style="text-align: right;">5 376 280</td> <td style="text-align: right;">25</td> <td style="text-align: right;">7 164 317</td> <td style="text-align: right;">24</td> <td style="text-align: right;">- 1 788 037</td> </tr> <tr> <td>Cash and cash equivalents</td> <td style="text-align: right;">359</td> <td style="text-align: right;">0</td> <td style="text-align: right;">470</td> <td style="text-align: right;">0</td> <td style="text-align: right;">-111</td> </tr> <tr> <td></td> <td style="text-align: right;"><u>21 851 346</u></td> <td style="text-align: right;"><u>100</u></td> <td style="text-align: right;"><u>30 434 004</u></td> <td style="text-align: right;"><u>100</u></td> <td style="text-align: right;"><u>- 8 582 658</u></td> </tr> <tr> <td></td> <td colspan="5"><b>Equity and liabilities</b></td> </tr> <tr> <td></td> <td style="text-align: right;">EUR k</td> <td style="text-align: right;">%</td> <td style="text-align: right;">EUR k</td> <td style="text-align: right;">%</td> <td style="text-align: right;">EUR k</td> </tr> <tr> <td>Equity</td> <td style="text-align: right;">931</td> <td style="text-align: right;">0</td> <td style="text-align: right;">833</td> <td style="text-align: right;">0</td> <td style="text-align: right;">98</td> </tr> <tr> <td>Liabilities</td> <td style="text-align: right;">503</td> <td style="text-align: right;">0</td> <td style="text-align: right;">428</td> <td style="text-align: right;">0</td> <td style="text-align: right;">75</td> </tr> <tr> <td>Other liabilities</td> <td style="text-align: right;"><u>21 849 912</u></td> <td style="text-align: right;"><u>100</u></td> <td style="text-align: right;"><u>30 432 743</u></td> <td style="text-align: right;"><u>100</u></td> <td style="text-align: right;"><u>- 8 582 831</u></td> </tr> <tr> <td></td> <td style="text-align: right;"><u>21 851 346</u></td> <td style="text-align: right;"><u>100</u></td> <td style="text-align: right;"><u>30 434 004</u></td> <td style="text-align: right;"><u>100</u></td> <td style="text-align: right;"><u>- 8 582 658</u></td> </tr> </tbody> </table> <p style="text-align: center;"><b>Summarized income statement for the two fiscal years 2012 and 2013</b></p>		31 dec. 2013		31 dec. 2012		+/-	<b>Assets</b>	EUR k	%	EUR k	%	EUR k		16 474					Receivables	707	75	23 269 217	76	- 6 794 510	Other assets	5 376 280	25	7 164 317	24	- 1 788 037	Cash and cash equivalents	359	0	470	0	-111		<u>21 851 346</u>	<u>100</u>	<u>30 434 004</u>	<u>100</u>	<u>- 8 582 658</u>		<b>Equity and liabilities</b>						EUR k	%	EUR k	%	EUR k	Equity	931	0	833	0	98	Liabilities	503	0	428	0	75	Other liabilities	<u>21 849 912</u>	<u>100</u>	<u>30 432 743</u>	<u>100</u>	<u>- 8 582 831</u>		<u>21 851 346</u>	<u>100</u>	<u>30 434 004</u>	<u>100</u>	<u>- 8 582 658</u>
	31 dec. 2013		31 dec. 2012		+/-																																																																											
<b>Assets</b>	EUR k	%	EUR k	%	EUR k																																																																											
	16 474																																																																															
Receivables	707	75	23 269 217	76	- 6 794 510																																																																											
Other assets	5 376 280	25	7 164 317	24	- 1 788 037																																																																											
Cash and cash equivalents	359	0	470	0	-111																																																																											
	<u>21 851 346</u>	<u>100</u>	<u>30 434 004</u>	<u>100</u>	<u>- 8 582 658</u>																																																																											
	<b>Equity and liabilities</b>																																																																															
	EUR k	%	EUR k	%	EUR k																																																																											
Equity	931	0	833	0	98																																																																											
Liabilities	503	0	428	0	75																																																																											
Other liabilities	<u>21 849 912</u>	<u>100</u>	<u>30 432 743</u>	<u>100</u>	<u>- 8 582 831</u>																																																																											
	<u>21 851 346</u>	<u>100</u>	<u>30 434 004</u>	<u>100</u>	<u>- 8 582 658</u>																																																																											

## Section B — Issuer

	2013	2012	+/-
	EUR k	EUR k	EUR k
Income from warrant transactions	8 455 884	4 538 510	3 917 374
Income from certificate transactions	3 071 364	3 388 902	- 317 538
Expenses from warrant transactions	-8 455 884	-4 538 510	-3 917 374
Expenses from certificate transactions	-3 071 364	-3 388 902	317 538
<b>Operating performance</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Other operating income/ expenses	368	506	-138
Personnel expenses	-211	-177	-34
<b>Operating income</b>	<b>157</b>	<b>329</b>	<b>-172</b>
<b>Net financial income/ expenses</b>	<b>-3</b>	<b>-8</b>	<b>5</b>
<b>Income before income taxes</b>	<b>154</b>	<b>321</b>	<b>-167</b>
Income taxes	-56	-106	50
<b>Net income for the year</b>	<b>98</b>	<b>215</b>	<b>-117</b>

### Two-year overview

		2013	2012
Income from option contracts and certificates	EUR'000	11,527,248	7,927,412
Expenses from option contracts and certificates	EUR'000	-11,527,248	-7,927,412
Surplus	EUR'000	0	0
Cash flow from operating activities	EUR'000	-111	470
Equity	EUR'000	931	833
Balance sheet total	EUR'000	21,851,346	30,434,004
Current assets/accruals and deferrals	EUR'000	15,433,080	24,660,584
Total volume of issued Securities	EUR'000	21,849,891	30,432,624
Net income for the year	EUR'000	98	215

### Financial information of the guarantor

	Quarter 1 – 2014	Year ended 2013	Quarter 1 – 2013	Year ended 2012 (*)
<b>Results (in EUR M)</b>				
Net Banking Income	5,676	22,433(**)	4,981 (**)	23,110
Operating income	1,134	2,336(**)	83 (**)	2,757

## Section B — Issuer

Net income before non controlling interests	389	2,394(**)	462 (**)	1,224
Group Net income	315	2,044(**)	364 (**)	790
<i>French Networks</i>	323	1,196(**)	267 (**)	1,291
<i>International Retail Banking &amp; Financial Services</i>	(284)	983(**)	256 (**)	617
<i>Global Banking and Investor Solutions</i>	481	1,206(**)	567 (**)	761
<i>Corporate Centre</i>	(205)	(1,341)(**)	727 (**)	(1,879)
Net cost of risk	(667)	(4,052)	(927)	(3,935)
Cost/income ratio	66%	67%	66%	67%
ROE after tax	2.2%	4.4%	2.8%	1.2%
Tier 1 Ratio	11.8% (CRR/CR D4)	11.8% (CRR/CR D4)	12.4% (Basel 2.5)	12.5% (Basel 2.5)
<b>Activity (in EUR bn)</b>				
Total assets and liabilities	1,265.8	1,235.3(**)	1,246.3	1,250.9
Customer loans	318.6	333.5(**)	349.6	350.2
Customer deposits	315.8	344.7(**)	336.4	337.2
<b>Equity (in billions of euros)</b>				
Group shareholders' equity	51.1	51.0(**)	49.9	49.3
Total consolidated equity	54.1	54.1(**)	NC	53.6
<b>Cash flow statements (in billions of euros)</b>				
Net inflow (outflow) in cash and cash equivalent	NC	(1.4)	NC	23.7

(\*) Items relating to the results for 2012 have been restated due to the implementation of IAS (International Accounting Standard) 19: the change in accounting method involves the adjustment of data for the previous year.

(\*\*) 2013 data adjusted following the retrospective implementation of IFRS 10 and 11 on January 1st, 2014.

There has been no material adverse change in the prospects of the Issuer since its last published audited financial statements.

There has been no significant change in the financial or trading position of the Issuer since the end of the last financial period for which financial information has been published.

There has been no material adverse change in the prospects of the Guarantor since 31 December 2013, date of its last published audited financial statements.

There has been no significant change in the financial or trading position of the Guarantor since the date of its last financial information dated 31 December 2013.

Section B — Issuer		
B.13	<i>Description of any recent events particular to the Issuer which are to a material extent relevant to the evaluation of the Issuer's solvency</i>	<p>Not applicable. There have been no recent events particular to the Issuer which are to a material extent relevant to the evaluation of the Issuer's solvency since its last published audited financial statements on 21 March 2014.</p> <p>There have been no recent events particular to the Guarantor which are to a material extent relevant to the evaluation of the Guarantor's solvency since the publication of the first update to the 2014 registration document on 7 May 2014.</p>
B.14	<i>Statement as to whether the Issuer is dependent upon other entities within the group</i>	<p>Please, see Section B5 above for Issuer's position within the Group.</p> <p>Société Générale is the ultimate holding company of the Group. Société Générale operates its own business; it does not act as a simple holding company vis-à-vis its subsidiaries.</p>
B.15	<i>Description of the Issuer's principal activities</i>	<p><b>Société Générale Effekten GmbH</b></p> <p>The Issuer's corporate object, as stated in Article 2 of its articles of association, is the issuance and sale of securities and all related activities, with the exception of those requiring a license. The Issuer does not engage in banking activities as defined by the German Banking Act (<i>Kreditwesengesetz, KWG</i>). The Issuer is a financial entity as defined in <i>Sec. 1 (3) Sentence 1 No. 5</i> of the <i>KWG</i>.</p> <p>The Issuer issues and invests securities, mainly warrants and certificates, and engages in related activities.</p> <p><b>Société Générale</b></p> <p>The purpose of Societe Generale is, under the conditions determined by the laws and regulations applicable to credit institutions, to carry out with individuals and corporate entities, in France or abroad:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ all banking transactions;</li> <li>▪ all transactions related to banking operations, including in particular investment services or allied services as listed by articles L. 321-1 and L. 321-2 of the French Monetary and Financial Code;</li> <li>▪ all acquisitions of interests in other companies.</li> </ul> <p>Societe Generale may also, on a regular basis, as defined in the conditions set by the French Financial and Banking Regulation Committee, engage in all transactions other than those mentioned above, including in particular insurance brokerage.</p> <p>Generally, Societe Generale may carry out, on its own behalf, on behalf of a third-party or jointly, all financial, commercial, industrial, agricultural, movable property or real property transactions, directly or indirectly related to the abovementioned activities or likely to facilitate the accomplishment of such activities.</p>



**Section B — Issuer**

B.16

*To the extent known to the Issuer, whether the Issuer is directly or indirectly owned or controlled and by whom, and nature of such control*

The Issuer is a fully-owned subsidiary of Société Générale, Paris.

The Guarantor is not owned or controlled by a parent company. As at December 31, 2013, the breakdown of capital and voting rights (including double voting rights, article 14 of Société Générale's bylaws) was as follows:

**At 31 December 2013<sup>(2)</sup>**

	<b>Number of shares</b>	<b>% of capital</b>	<b>% of voting rights<sup>(3)</sup></b>	<b>% of voting rights exercisable at AGM<sup>3</sup></b>
Group Employee Share Ownership Plan	59,517,813	7.45%	12.64%	12.98%
Major shareholders with more than 1% of the capital and voting rights	39,555,035	4.95%	6.55%	6.73%
<i>Groupama</i>	<i>237,215</i>	<i>0.03%</i>	<i>0.03%</i>	<i>0.03%</i>
<i>CDC</i>	<i>20,111,390</i>	<i>2.52%</i>	<i>2.95%</i>	<i>3.03%</i>
<i>Meiji Yasuda Life Insurance Cy</i>	<i>11,069,312</i>	<i>1.39%</i>	<i>2.53%</i>	<i>2.60%</i>
<i>CNP</i>	<i>8,137,118</i>	<i>1.02%</i>	<i>1.04%</i>	<i>1.07%</i>
Free float	677,133,610	84.78%	78.23%	80.29%
Share buybacks	13,522,688	1.69%	1.55%	0.00%
Treasury stock	8,987,016	1.13%	1.03%	0.00%
<b>Total</b>		<b>100.00%</b>	<b>100.00%</b>	<b>100.00%</b>
Number of outstanding shares		798,716,162	873,578,419	851,068,715

(2) At December 31, 2013, the share of European Economic Area shareholders in the capital is estimated at 44.10%.

(3) As from 2006 and in accordance with article 223-11 of the AMF's General Regulations, the calculation of total voting rights includes voting rights associated with share buybacks and treasury shares; however, these shares do not give the right to vote at General Meetings.

B.17	<i>Credit ratings assigned to the Issuer or its debt securities</i>	At the date hereof, Société Générale is rated AA (low) by DBRS, A by Fitch Ratings, A2 by Moody's Investors Service Ltd. and A by Standard and Poor's Ratings Services.
B.18	<i>Guarantee</i>	The due payment of all amounts owed by the Issuer under the Certificates is unconditionally and irrevocably guaranteed under the Guarantee.
B.19	<i>Information on the guarantor</i>	Please, see above B.1, B.2, B.4b, B.5, B.9, B.10, B.12, B.13, B.14, B.15, B.16, B.17.

<b>Section C — Securities</b>		
C.1	<i>Description of the type and the class of the securities being offered and/or admitted to trading, including any security identification number</i>	<p>The securities which will be offered are debt securities with not guaranteed capital called Certificates which will be in bearer form and will be issued under French laws on dematerialization. The Certificates' ownership will be denoted by a registration in an account, in accordance with article L 211-4 of the <i>Code monétaire et financier</i>. No physical document will be issued for the purpose of the Certificates (including representative certificates ("<i>certificats représentatifs</i>") as mentioned in article R 211-7 of the <i>Code monétaire et financier</i>). After issuance, the Certificates will be registered by Euroclear France in its accounts, and then credited to the accounts of the Certificate Account Holders. The transfer of the Certificates' ownership rights will be derived from registration in an account held by the Certificate Account Holders.</p> <p><b>Clearing Systems</b> Euroclear France, Clearstream Banking, Euroclear Bank.</p> <p><b>Security Identification Number</b> The ISIN code of the Certificates is for each tranche indicated in the chart in Annex.</p>
C.2	<i>Currency of the securities issue</i>	The Certificates will be issued in euros.
C.5	<i>Description of any restrictions on the free transferability of the securities</i>	There is no restriction on the free transferability of Certificats, subject to selling restrictions which may apply in the European Economic Area, France, the United Kingdom, the United States and in certain jurisdictions where the Certificates will be offered or sold.
C.8	<i>Description of the rights attached to the securities, including ranking and limitations to those rights</i>	<p><b>Rights attached to the Certificates</b></p> <p>In case of Settlement, Certificates give the rights to the Certificateholders in the payment of an amount in cash as stated into C.16, C.17 and C.18 below. Such an amount in cash can be lower than the amount initially invested in Certificates by the Investor.</p> <p><b>Issue price</b> The issue price of the Certificates is for each tranche indicated in the chart in Annex.</p> <p><b>Status of certificates</b> The obligations under the Certificates constitute direct, unconditional, unsubordinated and unsecured obligations of the Issuer and shall at all times rank pari passu and without preference among themselves. The payment obligations of the Issuer under the Certificates (save for certain obligations preferred by mandatory provisions of statutory law) shall rank pari passu with all other unsecured obligations (other than subordinated obligations, if any) of the Issuer from time to time outstanding.</p> <p><b>Status of the Guarantee</b> Payments at right date of all the amounts owed by the Issuer regarding the Certificates are irrevocably and unconditionally guaranteed by virtue of the guarantee.</p> <p><b>Taxation</b> All payments in respect of the Certificates will be made without deduction for or on account of withholding taxes imposed by France, unless such</p>

<b>Section C — Securities</b>		
		<p>withholding or deduction is required by law. In the event that any such deduction is made, the Issuer will, save in certain limited circumstances, be required to pay additional amounts to cover the amounts so deducted.</p> <p><b>Governing Law</b></p> <p>The Certificates and any non-contractual obligations arising out of or in connection with the Certificates will be governed by, and shall be construed in accordance with French law.</p>
C.11	<i>Whether the securities offered are or will be the object of an application for admission to trading, with a view to their distribution in a regulated market or other equivalent markets with indication of the markets in question</i>	Certificates will be admitted to trading on the Regulated Market of Euronext Paris.
C.15	<i>Description of how the value of the investment is affected by the value of the underlying instrument(s), unless the securities have a denomination of at least EUR 100,000.</i>	<p>Applicable Additional Terms and Conditions : 5.2</p> <p>If the final value of the underlying is above the limit, the redemption amount of the product will be maximal and equal to the bonus level. If it's not the case, the risk is similar to a direct investment on the underlying. The potential profit is limited to the cap.</p>
C.16	<i>Expiration or maturity date of the derivative securities – the exercise date or final reference date</i>	The Maturity Date of the Certificates will be for each tranche indicated in the chart in Annex.
C.17	<i>Description of the settlement procedure of the derivative securities</i>	<p>Payment in cash.</p> <p><i>Payment on the Maturity Date</i></p> <p>Unless the Certificates have been repurchased and cancelled, each Certificate shall entitle the Certificateholder to receive from the Issuer the Settlement Amount on the Settlement Date.</p> <p><i>Payment provisions</i></p> <p>The Settlement Amount will be paid in the Settlement Currency to the Certificate Account Holders on behalf of the Certificateholders.</p>
C.18	<i>Description of how the return on derivative securities takes place</i>	<p>Each Certificate entitles the Certificateholder to receive one of the following Settlement Amounts, as the case may be, on the Settlement Date :</p> <p>(i) if VALUE<sub>t</sub> has always been higher than or equal to the Limit between the Initial Valuation Date (inclusive) and the Final Valuation Date (inclusive) : Parity x Bonus Level</p> <p>(ii) if VALUE<sub>t</sub> has been strictly lower than the Limit at least once between the Initial Valuation Date (inclusive) and the Final Valuation Date (inclusive) and if VALUE<sub>t</sub> is higher than or equal to the Bonus Level : Parity x Bonus Level</p> <p>(iii) if VALUE<sub>t</sub> has been strictly lower than the Limit at least once between the Initial Valuation Date (inclusive) and the Final Valuation</p>

Section C — Securities		
		Date (inclusive) and if VALUE <sub>f</sub> is strictly lower than the Bonus Level : Parity x VALUE <sub>f</sub>
C.19	<i>Exercise price or final reference price of the underlying</i>	The final reference price of the Share will be the closing price of the Share on the Final Valuation Date.
C.20	<i>Description of the type of the underlying and where the information on the underlying can be found</i>	Type of Underlying : Share  Name of the Share: will be for each tranche indicated in the Chart in Annex.  You can get yourselves information on the past and future performances of the Share and its volatility on the website of the Company issuer of the Share or security and on financial providers such as Six Telekurs, Bloomberg, Reuters.

<b>Section D — Risks</b>		
D.2	<i>Key information on the key risks that are specific to the Issuer</i>	<p>The Issuer and the Guarantor consider that the following factors may affect their capacity to fulfill their obligations regarding the Certificates within the framework of this Base Prospectus:</p> <p>The value of the Certificates may be affected by various risk factors, which may be related to the Issuer and/or the Guarantor; others may be closely related to the Certificate-Underlying.</p> <p>The Issuer is exposed to risks relating to its legal form, its organization and its economic activities.</p> <p>The Société Générale Group is exposed to the risks inherent in its core businesses : credit risks, market risks, specific financial information, structural interest rate and exchange rate risks, liquidity risk, operational risks, non-compliance and reputational risks, legal risks, environmental risks, other risks, regulatory ratios.</p>
D.6	<i>Risk warning to the effect that investors may lose the value of their entire investment or part of it, as the case may be, and/or, if the investor's liability is not limited to the value of his investment, a statement of that fact, together with a description of the circumstances in which such additional liability arises and the likely financial effect</i>	<p>As a supplement to the risks (including the risk of default) being able to affect the capacity of the Issuer to satisfy its obligations relative to Certificates issued within the framework of the Program, Certificates are high-risk financial products (risks associated with financial markets, exchange rate risks, interest rate risks, political risks, as stated below).</p> <p>Certain factors are important to assess the risks linked to Certificates issued within the framework of the Program. They include in particular the related risk factors :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- to the type and to the structure of Certificates (in particular related risk to the maturity, to the early redemption or to the the leverage effect)</li> <li>- to the value and/or the volatility of the underlying instrument(s)</li> <li>- to the hedge transactions concluded by the Issuer</li> <li>- to the legislation and the taxation applicable to Certificates</li> </ul> <p>Investors are hereby informed that, consequently, their Certificates may lose all their value and hence must be prepared for the partial or total loss of their investment. This therefore requires knowledge and experience in transactions on capital and securities markets where the price is linked to an underlying, and a proper assessment of the risks inherent to the Certificates.</p>

<b>Section E — Offer</b>		
E.2b	<i>Reasons for the offer and use of proceeds when different from making profit and/or hedging certain risks</i>	The net proceeds will be applied for the general financing purposes of the Société Générale group of companies, which include making a profit.
E.3	<i>Description of the terms and conditions of the offer</i>	Not Applicable. The Certificates are not subject to a Public Offer in the European Economic Area.
E.4	<i>Description of any interest that is material to the issue/offer including conflicting interests</i>	Save for any fees payable to the Subscriber, so far as the Issuer is aware, no person involved in the issue of the Certificates has an interest material to the offer.
E.7	<i>Estimated expenses charged to the investor by the Issuer or the offeror</i>	Not applicable. There are no expenses charged to the investor by the Issuer.

Annex

<b>Tranche</b>	<b>Underlying</b>	<b>Reuters Code</b>	<b>Issue Price</b>	<b>Maturity Date</b>	<b>ISIN Code</b>
A	Air France-KLM	AIRF.PA	EUR 9.20	12-Jan-16	FR0012021947
B	Alcatel Lucent	ALUA.PA	EUR 2.61	12-Jan-16	FR0012021954
C	AXA	AXAF.PA	EUR 17.45	12-Jan-16	FR0012021962
D	BNP Paribas	BNPP.PA	EUR 49.54	12-Jan-16	FR0012021970
E	Bouygues	BOUY.PA	EUR 30.39	12-Jan-16	FR0012021988
F	Gaz de France	GSZ.PA	EUR 20.10	12-Jan-16	FR0012021996
G	Orange	ORAN.PA	EUR 11.52	12-Jan-16	FR0012022002
H	Peugeot S.A.	PEUP.PA	EUR 10.80	12-Jan-16	FR0012022010
I	Société Générale	SOGN.PA	EUR 38.26	12-Jan-16	FR0012022028
J	Total S.A.	TOTF.PA	EUR 52.78	12-Jan-16	FR0012022036
K	Vallourec	VLLP.PA	EUR 32.70	12-Jan-16	FR0012022044